

Immeuble Jacques Lemercier  
5 avenue de la Palette  
95010 PONTOISE

Pontoise, le 6 novembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12 octobre 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **REVIVAL**

3 avenue Marcelin Berthelot  
ZI du Val de Seine  
92390 VILLENEUVE LA GARENNE

**Référence** : ud95-2023-0816

**Code AIOT** : 0006505388

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 octobre 2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 127 avenue de Verdun à ARGENTEUIL (95100). L'inspection a été annoncée le 20 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- 127 avenue de Verdun - 95100 - ARGENTEUIL
- Code AIOT : 0006505388
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société REVIVAL, filiale du groupe DERICHEBOURG, exerce au sein de l'établissement d'ARGENTEUIL une activité de récupération et de transit de déchets de métaux et de ferrailles.

Le site, d'une surface de 7 131 m<sup>2</sup> (parcelle cadastrale n° AY 26), est implanté en milieu très urbanisé (zone mixte d'industries et d'habitations). L'habitation la plus proche est localisée à 20 mètres. Le terrain est entouré par :

- un terrain industriel appartenant à la SNCF et une zone de manœuvre ferroviaire au Nord,
- une ramification de voie ferrée et un axe routier (RD 48) à l'Ouest,
- des habitations à l'Est,
- une fin de voie de ramification ferroviaire et un espace non aménagé végétalisé au sud.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend, notamment, les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées ;
- les observations éventuelles ;
- le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «sans suite administrative».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 1.2.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 4.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 4.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
10	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 8.71	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
11	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 8.4.5	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 1.2.3	/	Sans objet
4	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 9.2	/	Sans objet
5	Nature des activités	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 9.6	/	Sans objet
8	Prévention de la pollution de l'eau	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 4.4.1	/	Sans objet
9	Prévention des nuisances sonores et des vibrations	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 7.2.3	/	Sans objet
12	Prévention des risques technologiques	Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 8.3.1	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le suivi environnemental du site est réalisé avec sérieux. Toutefois, des non-conformités perdurent. Elles concernent le respect des valeurs limites des rejets aqueux et la réalisation d'une analyse du risque foudre puis de l'étude du risque foudre si nécessaire.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Nature des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

### Prescription contrôlée :

La liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées:

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2718	1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719	Regroupement de batteries usagées	Quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation	≥ 1 t	40 t
2713	1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712	Stockage et récupération de métaux ou de déchets de métaux non dangereux	Surface utilisée	≥ 1 000 m <sup>2</sup>	- 1 300 m <sup>2</sup> de stockage temporaire de métaux et de ferrailles - aires de réception et de tri : 700 m <sup>2</sup> <b>Surface totale : 2000 m<sup>2</sup></b>
2791	1	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782	Découpage à la cisaille crocodile de déchets métalliques : 1 t/j	Quantité de déchets traités journalièrement	< 10 t/j	1 t/j
2714	2	DC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Réception, tri et stockage de bois et de cartons	Volume de déchets présent	1000 m <sup>3</sup> > V ≥ 100 m <sup>3</sup>	Bois (A et B) : 300 m <sup>3</sup> Cartons/papiers : 60 m <sup>3</sup> <b>Volume total : 360 m<sup>3</sup></b>
2716	2	DC	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.	Réception, tri et stockage de déchets non dangereux en mélange et déchets verts	Volume de déchets présent	1000 m <sup>3</sup> > V ≥ 100 m <sup>3</sup>	DIB : 295 m <sup>3</sup> Déchets verts : 150 m <sup>3</sup> <b>Volume total : 445 m<sup>3</sup></b>
2711	2	DC	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719	Regroupement et tri de D3E	Volume de déchets présent	1000 m <sup>3</sup> > V ≥ 100 m <sup>3</sup>	410 m <sup>3</sup>
2710	1	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 1. Collecte de déchets dangereux	Apports de batteries usagées	Quantité de déchets susceptibles d'être présente	1 < Q < 7 t	2 t
2710	2	DC	Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2. Collecte de déchets non dangereux	Apports volontaires de déchets métalliques (ferreux et non ferreux)	Volume de déchets susceptibles d'être présent	100 < V < 300 m <sup>3</sup>	240 m <sup>3</sup>

2517	-	NC	Station de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Regroupement de gravats dans un casier	Surface de l'aire de transit	S < 5000 m²	70 m²
------	---	----	---	--	------------------------------	-------------	-------

(\*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (soumis au contrôle périodique prévu par l'article L 512-11 du CE)\*\* ou NC (Non Classé)  
(\*\*) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement  
Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

**Constats :** Dans un premier temps, l'exploitant a présenté les activités du site. Le site REVIVAL d'ARGENTEUIL appartient au groupe DERICHEBOURG. Il fait partie des petits sites de proximité du groupe dédiés aux artisans et aux particuliers se trouvant à environ 10 km autour du site.

Les activités sont l'achat de métaux non ferreux, et ferreux et le tri de D3E et DIB.

Quatre personnes travaillent sur site dont un intérimaire, un responsable du site, un acheteur et un pelleur. Le travail est organisé en binôme, l'idée étant que les salariés soient polyvalents. Trois des 4 salariés peuvent acheter des métaux.

Le site réalise du transit de déchets dangereux que sont les batteries stockées en bacs avec couvercle. Une fois par mois, celles-ci partent en semi-remorque, pour 20 tonnes environ. Un bac de moins de 800 l pèse environ une tonne.

Dans un second temps, l'exploitant a présenté ses activités au regard des rubriques de la nomenclature. Il en ressort que les activités n'ont pas évolué, modulo des activités de tri/transit/regroupement de D3E au titre de la rubrique 2711 qui ont augmenté, mais restent soumises au régime de la déclaration. Dans un porter à connaissance (PAC) transmis à nos services le 04 septembre 2023, l'exploitant a décrit la modification. Ce dossier est en cours d'instruction auprès de nos services.

Au cours de la visite sur site, il a bien été constaté la présence des typologies de déchets décrites dans le tableau de classement.

**La prescription est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Nature des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Autres limites de l'autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...)  Les déchets acceptés sur le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• déchets non dangereux de métaux, papiers, cartons, bois, etc triés et en mélange ;</li><li>• déchets verts ;</li><li>• déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) ;</li><li>• batteries usagées ;</li><li>• déchets inertes (gravats).</li></ul> Les déchets non mentionnés dans la liste figurant au présent article sont interdits sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que les déchets acceptés sur le site étaient bien ceux repris à cet article. Il a également évoqué les exutoires de ces déchets.  Les déchets acceptés sur le site sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• déchets non dangereux de métaux, cartons, bois triés et en mélange. Le site ne reçoit pas de papiers ;</li><li>• déchets verts : l'exutoire est un prestataire situé à VERNOUILLET (78) ;</li><li>• déchets d'équipements électriques et électroniques : les exutoires sont, soit le site du groupe situé sur GENNEVILLIERS pour les ballons et chez Envie à GENNEVILLIERS pour les machines à laver ;</li><li>• batteries usagées : l'exutoire est un site de traitement seveso seuil haut en Normandie ;</li><li>• déchets inertes : ceux-ci permettent de remblayer les carrières.</li></ul> Au cours de l'inspection sur site, il a été constaté la présence de déchets ferreux et non ferreux, des D3E, des batteries, des déchets de bois valorisables et non valorisables et des déchets inertes.  <b>La prescription est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Nature des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 1.2.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• une installation de découpage de déchets métalliques (cisaille crocodile) ;</li><li>• une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux ;</li><li>• une installation de tri et de transit de déchets dangereux et non dangereux.</li></ul> L'exploitation des installations est autorisée du lundi au vendredi de 8 h à 16 h 30.
<b>Constats :</b> L'exploitant a précisé ne pas avoir modifié ses activités.  Au cours de la visite sur site, il a été constaté plusieurs zones clairement identifiées sur le site : <ul style="list-style-type: none"><li>- à l'entrée du site, une zone de collecte de déchets dangereux et non dangereux : des bacs en métal permettent de collecter les déchets par typologie. Sous auvent, il a été constaté la présence d'une balance sur laquelle les déchets apportés par les particuliers sont pesés. Près de cette balance se trouve un pupitre sur lequel l'opérateur renseigne directement le type de déchets et le poids, générant ainsi un ticket pour le client. Sous ce même auvent, il a été constaté la présence d'une cisaille crocodile ;</li><li>- sur le reste du site, des casiers dédiés aux différents types de déchets triés. L'arrière du site est une zone que l'exploitant sous loue à une association qui réalise de la collecte de D3E.</li></ul> S'agissant des horaires, l'exploitant a précisé que ses installations fonctionnaient du lundi au vendredi de 8 h à 16 h, avec une pause déjeuner et depuis peu, le samedi matin, de 8 h à 12 h pour des petits apports en métaux non ferreux. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b>  <b>Non-conformité n° 1 :</b> L'exploitation du site est réalisée le samedi matin alors que les horaires repris à l'article ci-dessus mentionnent de 8 h à 16 h du lundi au vendredi.  Il est attendu de l'exploitant, soit qu'il respecte les périodes d'activité autorisées (donc qu'il cesse l'activité le samedi), soit qu'il fasse la demande de modification de ces périodes à M. le préfet par le dépôt d'un dossier de porter à connaissance.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



#### N° 4 : Nature des activités

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 9.2

**Thème(s) :** Situation administrative, Quantités autorisées

**Prescription contrôlée :**

L'évacuation ou le traitement des déchets entreposés doit être faite régulièrement et aussi souvent que nécessaire, de façon à limiter l'importance et la durée des stockages temporaires.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite ou la quantité d'un lot normal d'expédition vers l'installation de traitement.

L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature et la quantité des déchets présents sur le site. Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les quantités maximales de déchets pouvant être entreposées sur le site sont les suivantes :

Type de déchets	Quantité maximale présente sur le site	
Déchets dangereux		
Batteries usagées (rubrique 2718)	-	40 t
Batteries usagées (rubrique 2710)	-	2 t
Boues d'hydrocarbures (n'ont pas de boues HC)	-	23 t
GEM (gros électro-ménagers) froids	100 m³	25 t
GEM hors froid (équivalent à moins de 100 m³)	260 m³	65 t
PAM (petits appareils électroménagers dont les écrans) (quasi rien, 3 bacs)	50 m³	12,5 t
Déchets non dangereux		
Carton	60 m³	3,6 t
Bois	300 m³	100 t
DIB (déchets industriels banals) : - déchets industriels valorisables - refus de tri	295 m³	60 t
Déchets verts	150 m³	21 t
Ferrailles et métaux	4 350 m³ (avec d = 0,2)	870 t
Déchets inertes		
Gravats	180 m³	

**Constats :** L'exploitant a indiqué qu'il possédait un ERP dénommé AS400 qui permet de tracer les déchets depuis leur arrivée sur le site jusqu'à leur évacuation. Sur demande de l'inspection, il a édité les quantités de déchets stockés sur le site à la date de l'inspection.

Les quantités sur site des déchets repris dans l'état des stocks sont les suivantes :

Type de déchets	Quantité maximale présente sur le site		Quantités présentes le 12 octobre 2023
Déchets dangereux			
Batteries usagées (rubrique 2718)	-	40 t	20 t
Batteries usagées (rubrique 2710)	-	2 t	
Boues d'hydrocarbures :	-	23 t	0
GEM (gros électro-ménagers) froids	100 m³	25 t	
GEM hors froid (équivalent à moins de 100 m³)	260 m³	65 t	
PAM (petits appareils électroménagers dont les écrans) (quasi rien, 3 bacs	50 m³	12,5 t	
Déchets non dangereux			
Carton	60 m³	3,6 t	
Bois	300 m³	100 t	5,1 t
DIB (déchets industriels banals) : - déchets industriels valorisables - refus de tri	295 m³	60 t	59,5 t dont 48,7 t valorisables
Déchets verts	150 m³	21 t	6,8 t
Ferrailles et métaux	4 350 m³ (avec d = 0,2)	870 t	54 t
Déchets inertes			
Gravats	180 m³		40 m³ (23,9 t)

L’exploitant a édité plusieurs états des stocks : un état des stocks reprenant le bois/gravats/DIB, un autre état des stocks reprenant les métaux non ferreux (50 tonnes le jour de l’inspection) et un autre état des stocks reprenant les métaux ferreux et ferrailles dont certains D3E.

Il a précisé que les D3E faisaient uniquement l’objet d’un tri/transit/regroupement sur le site. Aucune opération de traitement n’est réalisée.

Enfin, s’agissant des boues d’hydrocarbures reprises dans le tableau ci-dessus, le site ne réalise pas de tri/transit/regroupement de ce type de déchets. Les prescriptions techniques pourraient être modifiées lors d’une prochaine mise à jour.

Au cours de l’inspection, il a été constaté que les déchets sur site étaient ceux repris ci-dessus. Les quantités de déchets sur site apparaissent bien en deçà des quantités autorisées. Ainsi, bien que l’exploitant n’ait pu donner certaines des quantités de déchets sur site le jour de l’inspection, il n’est pas proposé de non-conformité sur ce point, les faibles quantités stockées le justifiant. Toutefois, l’inspection demande à l’exploitant de tenir ces chiffres à disposition pour la prochaine inspection.

**La prescription est respectée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Nature des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 9.6
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déchets d'équipements électriques et électroniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant dispose du contrat écrit avec un éco-organisme prévu et défini par les dispositions de l'article R.543-200-1 du code de l'environnement.  (....)
<b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé avoir une attestation de contrat relatif à la gestion des D3E avec un éco-organisme. Celle-ci a été transmise à l'inspection, par courriel du 12 octobre 2023. L'attestation a été signée le 03 janvier 2023 et sa validité est d'un an. L'attestation reprend le type de D3E collectés, le fait que seul du tri/transit/regroupement est réalisé et que, si le site ne réalise pas de traitement, le site réalise le transfert vers un site qui réalise du traitement.  <b>La prescription est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Plan des réseaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté un plan des réseaux d'eau Plan 2019 1/250 daté du 02 mai 2019. Or, le sens de circulation des eaux n'apparaît pas. De plus, l'exploitant a indiqué avoir plusieurs séparateurs hydrocarbures mais ceux-ci ne sont pas repris sur le plan des réseaux ou alors, ils ne sont pas disposés au bon endroit sur le plan. <b>Ceci constitue une non-conformité.</b>  <b>Non-conformité n° 2 : Le plan des réseaux ne reprend pas l'ensemble des points repris à l'article ci-dessus.</b>  Il est attendu de l'exploitant qu'il mette à jour son plan.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 7 : Prévention de la pollution de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 4.5

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue un programme de surveillance de ses rejets aqueux. Les prélèvements et mesures sont effectués par un organisme agréé par le ministère de l'environnement.

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1 (cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5)

Paramètres	Fréquence des mesures	Nature du prélèvement
Débit	annuelle	Par un organisme agréé à partir d'échantillons moyens proportionnels au débit, ou, pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel, prélevé avant le rejet
pH		
Température		
Matières en suspension (MES)		
Demande chimique en oxygène (DCO)		
Demande biochimique en oxygène (DBO5)		
Hydrocarbures totaux (HCT)		
Arsenic (As)		
Cadmium (Cd)		
Chrome (Cr)		
Cuivre (Cu)		
Mercure (Hg)		
Nickel (Ni)		
Plomb (Pb)		
Zinc (Zn)		
Fluor (F) (dont fluorures)		
Indice phénols		
Cyanures libres		
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		
Benzo(a)pyrène		
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène		
Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)		

Constats :

L'exploitant a fait réaliser des analyses d'eau en sortie du site. Or, des dépassements aux VLE sont constatés, particulièrement les paramètres MES, Cu, Pb et Zn. Ceci constitue une non-conformité. L'exploitant a précisé avoir accentué les nettoyages des séparateurs comme actions correctives. Il vérifiera ainsi, lors du prochain contrôle, si ces nettoyages ont été efficaces.

Non-conformité n° 3 : Les résultats des mesures des eaux pluviales montrent des non-conformités.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

## N° 8 : Prévention de la pollution de l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 4.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions générales
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté le dernier rapport sur lequel apparaît le jour du contrôle du 22 décembre 2022, 8 h30 au 23 décembre 2022, 9 h 45, soit plus de 24 h.  <b>La prescription est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Prévention des nuisances sonores et des vibrations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<b>Prescription contrôlée :</b>  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence de l'ensemble du site est effectuée 6 mois suivant la notification du présent arrêté, puis tous les 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.  Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.
<b>Constats :</b> Les dernières mesures de bruit ont été réalisées le 11 juillet 2022 par DEKRA. Quatre points en limite de site ont fait l'objet de mesures des niveaux sonores. Une habitation est identifiée au nord du site, point A, de l'autre côté de la voie ferrée. Les niveaux sonores mesurés au niveau des 4 points en limite de site sont conformes.  S'agissant de l'émergence au niveau du point A, celle-ci est également conforme.  <b>La prescription est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 8.71

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Prescription contrôlée :**

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci, conformément à l'étude de dangers. L'exploitant doit disposer au minimum des moyens définis ci-après :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'un plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi qu'un plan des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours : les plans sont tenus à la disposition des services d'incendie et de secours et mentionnent les dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8.2.1 ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets stockés dans l'installation ;
- de 4 robinets d'incendie armés (RIA) disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ;
- d'au moins 1 poteau incendie présent autour de l'installation d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Le poteau incendie se trouve à 100 mètres de l'entrée de l'installation. Les autres appareils, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours).

Les réseaux garantissent l'alimentation de cet appareil sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les réseaux sont en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant deux heures (conformément au document technique D9).

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité opérationnelle de la ressource en eau incendie ;

- d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre, convenablement répartie et en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie, conformément aux référentiels en vigueur.

**Constats :**

L'exploitant a décrit les moyens de lutte contre l'incendie disponibles sur le site :

- des téléphones et des talkies pour contacter le SDIS en cas de problème ;
- un plan daté du 29 août 2023 dénommé "plan de circulation et localisation des risques" sur lequel apparaissent les aires de stockages de déchets avec le nom du déchet, plusieurs zones avec des pictogrammes de dangers, notamment au niveau de la cuve de GNR, des bacs de batteries, de la zone de réception des déchets. La vanne de confinement des eaux en cas d'incendie apparaît sur le plan. Toutefois, au cours de l'inspection sur site, il a été constaté que le boîtier permettant d'actionner la vanne de confinement n'était pas matérialisé. **Ceci constitue une non-conformité.**

**Non-conformité n° 4 : Le boîtier permettant d'arrêter la pompe n'est pas identifié sur le site.**

- des extincteurs : ils ont été vérifiés par une entreprise spécialisée le 15 mars 2023 ;
- un poteau incendie à l'extérieur du site positionné à moins de 100 m du site et représenté sur le plan ; Or, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer s'il était opérationnel. **Ceci constitue une non-conformité.**

**Non-conformité n° 5 : Un poteau incendie se trouve à proximité du site. Or, sa disponibilité (pression et débit) n'a pas été démontrée.**

- 4 RIA sur le site et représentés sur le plan : ils ont été vérifiés par une entreprise spécialisée le 15 mars 2023. Une réserve de 50 m<sup>3</sup> associée à un surpresseur permet d'alimenter ces 4 RIA. Au cours de l'inspection sur site, il a bien été constaté la présence de ces 4 RIA ainsi que de la réserve d'eau associée.

Enfin, la présence d'une réserve de sable a été observée sur le site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 11 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 8.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p>L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</p> <p>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</p> <p>Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.</p> <p>Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.</p> <p>Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.</p> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre.</p> <p>Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.</p> <p>Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.</p> <p>Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.</p>

<p>Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas fait réaliser d'analyse du risque foudre (ARF) dans un premier temps. Ceci constitue une non-conformité. Par courriel du 3 novembre 2023, l'exploitant a transmis un bon de commande daté du 3 novembre 2023 pour la réalisation de cette ARF. Ceci permet de décoter la non-conformité (abandon de la proposition de mise en demeure pour une proposition de lettre préfectorale).</p> <p><b>Non-conformité n° 6 : L'exploitant n'a pas fait réaliser l'analyse du risque foudre (ARF) puis l'étude foudre fonction des résultats de l'ARF.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 12 : Prévention des risques technologiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral complémentaire du 21 décembre 2020, article 8.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie.  A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.  La surface du site est entièrement recouverte par une dalle bétonnée étanche (y compris au niveau des sols des bâtiments industriels). L'état et l'étanchéité de la dalle font l'objet d'entretien et de surveillance à intervalles réguliers (au moins une fois par an). Ces contrôles sont tracés et les éléments justificatifs sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  Des aires spéciales, étanches, nettement délimitées par des parois sont réservées pour les stockages de déchets à l'air libre. Les parois de ces casiers sont REI 120 et atteignent une hauteur de 3 mètres. Cette disposition ne s'applique pas aux stockages en masse de métaux et ferrailles.  Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Au cours de l'inspection, il a été constaté que les casiers qui permettent de stocker les différents déchets étaient entourés de blocs coupe-feu. Le plan présenté par l'exploitant au cours de l'inspection reprend la disposition des différents déchets entourés des blocs coupe-feu telle qu'elle a été constatée au cours de l'inspection. Le sol extérieur semblait entièrement imperméabilisé.  Les allées de circulation sont dégagées.  <b>La prescription est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet